

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire

Chartres, le 9 mars 2017

Unité départementale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir**

**Pour présentation à la
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites,
en formation spécialisée des Sites et Paysages**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE D'AUTORISATION UNIQUE
RELATIVE À UN PROJET DE PARC ÉOLIEN
« UN SOUFFLE DANS LA PLAINE »

SOCIÉTÉ PARC EOLIEN UN SOUFFLE DANS LA PLAINE

N°ICPE 13105

COMMUNE DES VILLAGES VOVÉENS

Par lettre déposée en préfecture d'Eure-et-Loir le 30 mai 2016, la société « BEAUCE ENERGIE » a sollicité une autorisation unique pour le parc éolien « Un souffle dans la plaine » situé sur le territoire de la commune des Villages Vovéens. À cet effet, une demande, à laquelle ont été notamment annexés une étude d'impact, des plans, des études acoustique, paysagère et écologique, une étude de dangers et un projet architectural a été déposée à la préfecture d'Eure-et-Loir.

Suite au courrier du 12 juillet 2016 de l'inspection des installations classées notifiant au pétitionnaire le caractère incomplet et irrégulier de son dossier de demande d'autorisation unique, une version consolidée a été déposée par le pétitionnaire à la préfecture d'Eure-et-Loir le 3 août 2016. Le dossier de demande ainsi complété a été reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 1^{er} septembre 2016 et notifié au pétitionnaire.

1. Objet de la Demande

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation unique prévue par l'ordonnance n°2014-355 du 20 mars 2014.

Cette demande d'autorisation unique vaut :

- demande d'autorisation d'exploiter au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- demande de permis de construire au titre de l'urbanisme.

L'exploitant n'a pas coché dans le CERFA n°15293*01, l'autorisation de raccordement électrique et n'a pas présenté les éléments nécessaires à son instruction. Ce point a été notifié à l'exploitant dans le rapport notifiant le caractère incomplet et irrégulier du dossier et n'a pas par la suite été complété des éléments nécessaires à l'instruction. La demande d'autorisation de raccordement électrique fera donc l'objet d'une instruction séparée au présent rapport.

Les autres autorisations relevant du régime d'autorisation unique ne sont pas nécessaires à la présente instruction.

1.1 Situation de l'établissement au regard de la législation ICPE

L'installation projetée relève du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement au titre de la rubrique suivante :

Rubrique	Alinéa	AS,A,E, D,NC	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Hauteur de mât
2980	1	A	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs	5 aérogénérateurs	Hauteur du mât d'au moins un des aérogénérateurs	≥ 50 m	Hauteur de mât : 94 m au moyeu, hauteur totale maximum : 150 m

A : autorisation

1.2 Le demandeur

La SAS BEAUCE ENERGIE, dont le capital est détenu à 60 % par JPEE, à 10 % par PELEIA 30 et à 30 % par la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION, dont le siège social est situé Immeuble PASEO, 12 rue Ferdinand Buisson 14280 St Contest, est une filiale à 100 % du groupe NASS.

La société JPEE est spécialisée dans le développement, la construction, l'exploitation et le démantèlement d'installations de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables.

En 2015, le groupe gère un ensemble de parcs éoliens représentant une puissance installée de 131 MW en France. Cela représente 8 parcs éoliens en exploitation et 53 éoliennes. Par ailleurs, 2 parcs, représentant une puissance totale de 34,8MW et 12 éoliennes, étaient en construction. Le groupe JPEE basé à Paris, Le Mans et Nantes emploie 25 personnes.

La société SAS BEAUCE ENERGIE n'est pas propriétaire des terrains sur lesquels les aérogénérateurs doivent être implantés, mais elle a recueilli toutes les autorisations et accords des propriétaires des parcelles concernées notamment sur leur remise en état après exploitation.

1.3 Description de l'établissement

Installation

L'installation se compose de :

- 5 aérogénérateurs, identifiés SP01 à SP05 ;
- 2 postes de livraison.

Les éoliennes projetées sont de type VESTAS V112 culminant à 150 mètres en bout de pâles, un diamètre de rotor de 112 m et d'une puissance unitaire maximale de 3.45 MW. L'ensemble du parc possède ainsi une capacité de puissance de 17,25 MW et la production électrique du parc est évaluée à 43 900 MWh/an.

Implantation

Le présent projet de parc est situé sur le territoire de la commune des Villages Vovéens, à l'Est et à proximité de l'ancienne commune de Voves, en Eure-et-Loir, au sein de l'unité paysagère de la Beauce.

Le parc éolien est situé dans le Sud-Est du département d'Eure-et-Loir. Il se situe au voisinage de l'ICPE « Le 8^e art » implantée à environ 900 m au Sud du parc. Il est situé également proche du parc éolien Bois de L'arche, à environ 450 m de la première éolienne, afin de rechercher une densification d'éoliennes sur cette zone.

Le territoire de la commune d'implantation du projet est identifié comme favorable au développement de l'énergie éolienne d'après le Schéma Régional Eolien (SRE) annexé au Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Énergie du Centre, validé par le Préfet de région par arrêté préfectoral n°12.120 du 28 juin 2012. Il est situé dans la zone identifiée comme favorable au développement de l'éolien n° 3 appelée « Grande Beauce ». Une des cinq éoliennes du projet est toutefois située en-dehors de cette zone. Ce parc s'inscrit notamment dans une logique de consolidation de parc avec celui du Bois de L'Arche, dont les éoliennes sont distantes d'environ 500 mètres de celles du présent projet.

Il convient également de noter la proximité immédiate des éoliennes du parc éolien des Égrouettes, autorisé par arrêté préfectoral du 21 décembre 2016. Les emplacements de 2 éoliennes du projet « Un souffle dans la plaine » sont situées à moins de 70 mètres d'éoliennes du parc éolien des Égrouettes.

L'aire d'implantation du parc est exempte de zone environnementale protégée. La zone sensible la plus proche est :

- La Zone Spéciale de Conservation « Beauce et Vallée de la Conie » FR2410002 situé à un peu plus d'un kilomètre du projet ;
- la Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) « Vallée de la Conie et Beauce Centrale », intégrée dans la ZPS précédemment citée et située à moins d'un kilomètre de l'aire d'implantation potentielle ;
- la Zone de Conservation Spéciale (ZSC) « Vallée du Loir et affluents aux environs de Châteaudun », située à plus de 10 kilomètres du projet.

1.4 Principe de fonctionnement

La production d'électricité issue d'une éolienne repose sur la transformation de l'énergie mécanique du vent actionnant le mouvement des pales en énergie électrique.

Les pales de chaque aérogénérateur tournent à une vitesse comprise entre 6,2 et 17,7 tours par minute, dès que le vent dépasse une vitesse de 10,8 km/h (3 m/s). Le mouvement lent du rotor est ensuite accéléré par un multiplicateur et l'énergie mécanique créée est transformée en énergie électrique par le générateur. L'électricité ainsi produite à une tension variant de 400 à 690 volts est traitée grâce à un convertisseur puis la tension est augmentée à 20 000 volts par un transformateur installé au niveau de la nacelle ou au pied du mât. L'électricité est acheminée par câble enterré jusqu'au poste de livraison où elle transite avant d'être injectée sur le réseau public via le poste source.

1.5 Cadre administratif de l'instruction

En application du décret n°2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une procédure d'autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), la demande d'autorisation unique est instruite selon la procédure d'autorisation d'exploiter au titre de la législation ICPE ; législation applicable aux éoliennes depuis leur inscription au régime des ICPE en application du décret n°2011-984 modifiant la nomenclature des ICPE. Cette procédure fait toutefois l'objet de quelques aménagements, en application du décret n°2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement.

Le fonctionnement de la présente installation est encadré par les dispositions réglementaires fixées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces dispositions sont partiellement modifiées par l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014.

Ces dispositions ont pour objet de maîtriser les risques et nuisances de l'installation sur les enjeux visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

La remise en état du site dans le cadre de la cessation d'activité de l'installation incombe à l'exploitant en application de l'article L. 553-3 du code de l'environnement. Les conditions de remise en état sont définies par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de

production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces dispositions sont partiellement modifiées par l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014.

La société BEAUCE ENERGIE s'est engagée, dans son dossier de demande d'autorisation unique, à respecter l'ensemble des prescriptions imposées par les arrêtés ministériels sus-visés.

1.6 Contraintes d'implantation

Les éoliennes et les postes de livraison électrique sont implantés sur les parcelles suivantes :

- XH 12 pour l'éolienne SP01 ;
- XH 17 pour l'éolienne SP02 ;
- XH 21 pour l'éolienne SP03 ;
- XH 36 pour l'éolienne SP04 ;
- XH 33 pour l'éolienne SP05 et les 2 postes de livraison.

Le présent projet de parc éolien est compatible avec les règles d'urbanismes applicables à la commune (PLU approuvé en janvier 2009 à jour en décembre 2014). Le demandeur a recueilli toutes les autorisations et accords des propriétaires des parcelles concernées.

Les contraintes d'implantation des aérogénérateurs sont définies par la section 2 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Elles sont partiellement modifiées par l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014.

En application des articles 3 et 5 de l'arrêté du 26 août 2011, la présente installation est implantée de telle sorte que les aérogénérateurs du parc soient situés :

- à plus de 500 mètres des premières constructions à usage d'habitation, immeubles à usage d'habitation ou des zones destinées à l'habitation telles que définies dans les documents d'urbanisme opposables en vigueur au 13 juillet 2010. Les constructions à usage d'habitation les plus proches de l'installation (hameau de Soignolles) sont situées à 676 mètres de l'aérogénérateur SP03 ;
Le dossier ne mentionne toutefois pas le projet de lotissement du Bois Paillet, dont le permis d'aménager a été délivré le 12 septembre 2016 qui se situe à une distance de 810 m de l'éolienne SP05 ;
- à plus de 300 mètres d'une installation nucléaire de base visée par l'article 28 de la loi n°2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire ou d'une installation classée pour l'environnement soumise à l'arrêté du 10 mai 2000 modifié en raison de la présence de produits toxiques, explosifs, comburants et inflammables. L'ICPE la plus proche de l'installation, hors parcs éoliens, est située à 2,5 km et n'est pas soumise à l'arrêté du 10 mai 2000 modifié ;
- à plus de 250 mètres d'un bâtiment à usage de bureaux.

Par ailleurs, en application de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014, la présente installation respecte les distances minimales d'éloignement pour prévenir les perturbations de fonctionnement des radars et des aides à la navigation utilisés dans le cadre des missions de sécurité de la navigation aérienne civile et de sécurité météorologique des personnes et des biens. Les radars civil et militaire les plus proches du parc sont situés respectivement à 61 kilomètres, 33 kilomètres et 30 kilomètres environ. Il s'agit des radars « METEO FRANCE » de Trappes, de la base militaire aérienne 123 d'Orléans-Bricy, près d'Orléans et de la base militaire de Châteaudun.

Le projet s'inscrit dans le zonage VOLTAC, destiné aux vols tactiques d'hélicoptères militaires en basse altitude de jour et de nuit dans le cadre d'exercices d'entraînement.

METEO FRANCE indique dans son avis du 3 juin 2016 que le radar de Trappes étant situé à une distance de 61 km, aucune contrainte réglementaire spécifique n'est alors imposée.

2. Procédure d'instruction

2.1 Accords et avis consultatifs obligatoires

En application du décret n°2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement, la présente demande :

- bénéficie de l'accord de :
 - la Direction Générale de l'Aviation Civile du 17 juin 2016, la DGAC demande toutefois, dans le cas d'une délivrance de l'autorisation sollicitée, un préavis de 3 mois avant démarrage des travaux pour mise à jour des documentations aéronautiques ;
 - la Direction de la Circulation Aérienne Militaire de l'Armée de l'Air du 9 août 2016, dans cet avis, il est rappelé que chacune des éoliennes, dans le cas d'une délivrance de l'autorisation sollicitée, devra être équipée d'un balisage diurne et nocturne.

2.2 Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 19 septembre 2016 un avis sur le dossier de demande d'autorisation unique. Cet avis est mis en ligne sur Internet sur les sites des préfectures de Région Centre-Val de Loire et d'Eure-et-Loir. Dans ses conclusions, l'autorité environnementale attire l'attention du pétitionnaire sur la présence de 2 projets situés pour une partie d'entre eux sur les mêmes emplacements ce qui conduira à ne pas permettre leur faisabilité conjointe. Il s'agit du présent projet et du projet du parc éolien « Les Égrouettes », autorisé par arrêté préfectoral du 21 décembre 2016.

2.3 Déroulé de l'enquête publique

L'enquête publique prescrite par l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2016 s'est déroulée du 7 novembre 2016 au 8 décembre 2016 inclus. L'enquête publique a concerné les communes d'Eure-et-Loir suivantes dans un rayon de 6 kilomètres autour du projet : les Villages Vovéens, Allonnes, Boisville la Saint Père, Beauvilliers, Eole en Beauce, Prasville, Villeau, Ymonville, Theuville et Moutiers-en-Beauce.

Lors de cette enquête publique, le commissaire enquêteur relève la consultation du dossier par 5 personnes en mairie et consigne 3 observations écrites dont 2 lettres annexées dans les registres tenus à disposition. Ces lettres ont été adressées par la société VOL-V qui a déposé le dossier du parc éolien « Les Égrouettes », concurrent direct de ce projet puisque situé sur le même emplacement pour 2 des 5 éoliennes.

Les observations portent sur :

- un avis favorable à l'implantation du projet au motif de l'implantation favorable des éoliennes et des bonnes relations avec JPPE,
- deux avis défavorables à l'implantation du projet, l'une formulée par la société VOL-V concurrent direct du parc au motif de l'incompatibilité d'implantation des projets et du caractère jugé irrégulier du dossier au titre de la procédure ICPE et l'autre formulé par un particulier au motif que le projet de la société VOL-V est antérieur à celui de JPPE.

2.4 Réponses apportées par le demandeur

Le pétitionnaire a apporté des éléments de réponse aux observations formulées le 14 décembre 2016, qui ont été compilés dans le rapport du commissaire enquêteur. Notamment, il précise en réponse aux observations défavorables que, selon lui, le projet de parc éolien « Un Souffle dans la Plaine » a été initié avant celui des « Égrouettes », qu'il dispose pour cela des autorisations locales nécessaires (avis de la commune et des propriétaires fonciers) et que l'instruction de sa demande est conforme à la réglementation, notamment concernant l'analyse des effets cumulés.

2.5 Avis du commissaire enquêteur

Le Commissaire enquêteur émet dans son rapport établi le 4 janvier 2017, un avis favorable sur le projet de parc éolien sous réserve de sa compatibilité avec la réalisation du parc éolien « Les Égrouettes » dans le cas où celui-ci se réaliserait.

L'avis favorable prononcé par le commissaire enquêteur argumente pour cela sur :

- l'absence de mobilisation du public et des associations environnementales,
- le développement des énergies renouvelables visant à l'atteinte des objectifs nationaux,
- l'impact positif du parc en terme d'aménagement du territoire et d'impact financier pour la commune,
- la densification du parc avec le parc existant du Bois de l'Arche voisin.

Le Commissaire enquêteur fait remarquer qu'il n'est pas envisageable ni acceptable de penser installer 2 parcs éoliens « Un Souffle dans la Plaine » et « Les Égrouettes » au même emplacement ou à proximité immédiate l'un de l'autre. Il indique que la distance requise entre 2 éoliennes est de l'ordre de 300 m. Ainsi, compte tenu de la décision favorable prise sur le parc éolien « Les Égrouettes » avec la délivrance d'un arrêté préfectoral, le parc « Un Souffle dans la Plaine » devrait faire l'objet d'une révision de ses études pour une nouvelle implantation en cas d'acceptation.

2.6 Avis des conseils municipaux

Toutes les communes situées dans le rayon d'enquête publique de 6 kilomètres ont été consultées. Le conseil municipal de Prasville a délibéré sur le projet et a émis un avis défavorable le 8 décembre 2016 (7 voix contre et 2 abstentions).

Le conseil municipal des Villages-Vovéens s'est prononcé en faveur du projet, le 26 janvier 2017, soit plus de 15 jours après la clôture du registre d'enquête (9 décembre 2016).

2.7 Avis des services

L'inspection des installations classées n'a pas été destinataire des avis des services autres que ceux détaillés ci-dessous.

Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) - Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine d'Eure-et-Loir

La DRAC a émis le 21 juillet 2016 un avis favorable. Toutefois, la DRAC relève que l'arrivée de ce projet constitue une densification avec les autres parcs éoliens proches risquant d'atteindre une saturation visuelle.

Direction Départementale des Territoires (DDT) d'Eure-et-Loir

L'avis de la DDT formulé le 28 juin 2016 porte sur la complétude du dossier au titre du code de l'Urbanisme concluant que le dossier n'est pas recevable. La DDT relève toutefois que le poste de livraison PDL 2 présente une distance inférieure à 20 m à la RD 22, en contradiction avec les règles du PLU de Voves (article A6).

La DDT alerte également sur la présence du projet éolien « Les Égrouettes » qui se trouve au même endroit que le présent projet.

La DDT indique le 16 septembre 2016 que le dossier a été complété et que malgré la présence d'incohérences sur la déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions (DENCi) le dossier a été déclaré recevable en ce qui concerne notre champ de compétence en urbanisme.

Agence Régionale de Santé (ARS) - Délégation départementale d'Eure-et-Loir

Dans son avis du 28 juin 2016, l'ARS indique que la superposition du projet avec le parc éolien « Les Égrouettes » devra faire l'objet d'une clarification et ne pourra pas permettre l'émergence des 2 projets. D'autre part, l'ARS pointe des interrogations sur l'impact sonore compte tenu du parc voisin existant du Bois de l'Arche.

Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) d'Eure-et-Loir

Dans son avis du 30 septembre 2016, le SDIS rappelle la nécessité d'information préalable à la mise en service du parc de ses services. L'avis n'appelle pas d'observation particulière.

La commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) réunie le 3 novembre 2016 a émis un avis favorable à la demande d'autorisation unique.

3. Mesures prises pour préserver l'environnement du site

3.1 Impacts liés au projet

Le pétitionnaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions réglementaires prévues au titre du Code de l'environnement et propose d'appliquer des dispositions complémentaires afin de réduire les impacts et nuisances de son installation.

Impact sur la circulation

Le projet se situe à proximité de voies à trafic modéré, notamment la D22 reliant Voves à Prasville. La distance des installations les plus proches avec la D22 est inférieure à 20 m pour le poste de livraison et 50 m pour l'éolienne E5.

Les axes de circulation ne sont pas directement impactés par le projet en phase d'exploitation.

Selon les dernières données du conseil départemental établies en janvier 2016, le flux moyen de véhicule sur la RD22 (Voves-Prasville) s'établit à 463 véhicules/j.

L'impact du projet sur le trafic est limité dans le temps à 1 mois pour l'acheminement des pièces, soit 50 camions, et 2 mois pour les travaux de fondations, soit entre 700 et 850 camions. L'augmentation du trafic est donc en moyenne d'une dizaine de poids lourds par jour durant les périodes les plus actives. L'impact sur la circulation est négligeable d'autant plus que le trafic est également faible.

Au regard des exigences du PLU de Voves, le pétitionnaire a déplacé le poste de livraison de quelques mètres pour vérifier la distance minimale à respecter avec la RD 22.

Impact du balisage

Les éoliennes seront munies d'un balisage diurne et nocturne conforme à l'arrêté du 13 novembre 2009 relatif à la réalisation du balisage des éoliennes et à l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation. Les éoliennes du projet seront synchronisées entre elles et seront, autant que possible, synchronisées avec les machines du parc voisin Le Bois de l'Arche.

Impact sur l'air

En fonctionnement, ce type d'activité ne génère pas d'émission polluante dans l'atmosphère (poussières, particules toxiques...).

Les impacts sur la qualité de l'air sont limités dans le temps et liés à la phase de travaux. Ils concernent :

- L'envol de poussières, majoritairement si le chantier est réalisé en période sèche ;
- L'émission de gaz d'échappement par les engins de construction/déconstruction.

Impact sur les eaux

Le projet est situé hors de tout périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable. Le projet se trouve à plus de 1 450 m de la zone de captage la plus proche, alimentant Voves.

Trois éoliennes sont situées dans ou en limite de zone de sensibilité forte de remontée de nappe (ici la Nappe de Beauce dont le toit se trouve à environ 0,32 m de profondeur, selon le pétitionnaire, au droit du projet), les autres installations sont situées en zone de sensibilité moyenne. Le pétitionnaire indique qu'il réalisera une étude géotechnique pour chacune des fondations. En revanche, il n'a pas directement identifié ce risque dans son dossier, notamment en indiquant les éoliennes concernées.

Le projet en tant que tel ne nécessitera aucun prélèvement d'eaux de surface ou souterraines, aussi bien en phase de travaux qu'en phase d'exploitation.

Compte-tenu de sa faible surface d'implantation, le parc ne modifiera pas le fonctionnement hydrologique du site d'implantation. Aucun plan d'eau, fossé ou ruisseau ne sera créé ou modifié.

Les principales phases à risques concernent les périodes de chantiers de construction/déconstruction et les périodes de maintenance.

En plus des dispositions réglementaires, le demandeur s'est engagé en phase de chantier :

- À prendre toutes les dispositions nécessaires (réentions...) pour éviter les pollutions accidentelles de l'eau, de l'air et du sol pendant la phase travaux ;
- À obliger la mise en place de système de récupération, de stockage et d'élimination des huiles de vidange des engins ;
- À alerter l'ARS si une pollution accidentelle intervenait à l'occasion de la phase de travaux ;
- À récupérer tous les déchets issus du chantier.

En exploitation, l'activité du parc n'est pas de nature à entraîner une pollution des eaux de surface et souterraines, ni en mode de fonctionnement normal ni en mode dégradé. À titre préventif, le demandeur s'engage à confier les interventions de maintenance à du personnel qualifié et formé à la gestion des produits présents dans les aérogénérateurs. Ce personnel disposera de matériaux absorbants afin de cantonner tout déversement accidentel de produits.

Impact sur les sols et le sous-sol

Les impacts sur les sols se limitent à l'occupation d'espaces nouveaux. Par ailleurs en phase de chantier, les excavations liées à la réalisation des fondations et le creusement des tranchées des réseaux de câblage sont autant d'opérations susceptibles de déstructurer le sol et de le rendre plus sensible à l'érosion sous l'action de l'eau et/ou du vent. En phase chantier l'emprise totale sera de 31 420 m² de surfaces (6 275 m²/éolienne), aménagées pour la réalisation des plates-formes de travaux d'implantation. La durée du chantier est estimée à 12 mois. Le pétitionnaire prévoit une convention d'indemnisation avec les agriculteurs impactés.

Pendant la phase de fonctionnement, les parcs ne sont pas de nature à entraîner une pollution des sols et des sous-sols, ni en mode de fonctionnement normal, ni en mode de fonctionnement dégradé. Les surfaces utilisées pour les plates-formes représentent 10 545 m² (2 100 m²/éolienne).

La présence des aérogénérateurs reste compatible avec l'exploitation des terres en culture. Les terrains occupés feront l'objet d'une location visant à compenser la perte induite et seront remis en état, sauf si leur(s) propriétaire(s) souhaite(nt) le maintien des aires de grutage et des chemins d'accès, dès la fin d'exploitation des installations et quel que soit le motif de la cessation de l'activité.

Impact lié aux déchets

Pendant la phase chantier, les déchets générés sont :

- Des terres, issues notamment du creusement des fondations, qui seront stockées temporairement sur place puis réutilisées ou évacuées en décharge ;
- Des Déchets Industriels Banals (DIB) provenant d'emballages, qui seront triés et placés dans des bennes avant leur évacuation dans des filières appropriées ;
- Des déchets divers (ferrailles, béton, bois, etc) qui feront l'objet d'une revalorisation.

Les installations en fonctionnement génèrent peu de déchets à l'exception des solvants, des huiles et des graisses usagées ainsi que du liquide de refroidissement.

En phase de démantèlement, le pétitionnaire indique que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014 relatives à la remise en état seront appliquées :

- les composants électriques seront recyclés (Cuivre notamment), les installations électriques seront dirigées vers les filières de traitement adaptées ;
- les déchets inertes issus du démantèlement des fondations seront stockés en centre de stockage et l'acier récupéré ;
- les pales et le rotor en résine, fibre de verre et carbone seront incinérés ;

- la nacelle et le moyeu composés de ferrailles, de cuivre, de résines et de fibres de verre seront triés avant d'être recyclés ;
 - Les composants du mât, essentiellement de la ferraille, seront recyclés.
- Tout brûlage de déchets à l'air libre est interdit.

Impact lié au bruit

Une étude de modélisation du niveau acoustique a été réalisée en tenant compte du positionnement des aérogénérateurs et de l'environnement bâti. 7 points de mesure ont été pris en compte dans la modélisation de l'impact acoustique du parc afin d'évaluer sa compatibilité avec l'environnement voisin.

Une étude de modélisation du niveau acoustique a été réalisée par un bureau d'études expert, à l'aide du logiciel ACOUS PROPA, en tenant compte du positionnement des aérogénérateurs, de leur signature acoustique et de l'emplacement des habitations riveraines. L'étude conclut que le parc éolien ne présentera aucune tonalité marquée et respectera les niveaux d'émergence réglementaire vis-à-vis des habitations les plus exposées et les niveaux sonores maximums admissibles :

- de jour, sous réserve de la mise en place d'un plan de fonctionnement avec bridage de certaines machines sous certaines conditions de vent ;
- de nuit, sous réserve de la mise en place d'un plan de fonctionnement avec bridage de certaines machines sous certaines conditions de vent.

Le demandeur s'engage à :

- mettre en place un bridage de son installation, lorsque les conditions de vent l'imposent, afin de réduire son impact acoustique et le rendre compatible avec les seuils réglementaires ;
- réaliser des mesures acoustiques, à réception du parc, afin de vérifier l'efficacité du bridage ;
- modifier les conditions de bridage de l'installation dans l'hypothèse où les mesures effectuées à réception du parc l'imposeraient.

Un futur lotissement dénommé « Bois Paillet » dont le permis d'aménager a été signé le 12 septembre 2016 se situe dans la zone Est de Voves et serait positionné comme étant l'habitation la plus proche du parc depuis Voves. La distance de lotissement est d'environ 750 m avec l'éolienne E5. Cependant, le pétitionnaire n'a pas fait référence à ce projet dans son dossier d'étude. Ainsi, il n'a pas réalisé d'études spécifiques pour tenir de l'impact sonore du projet sur ce futur lotissement. En effet, les points identifiés Voves 1 et Voves 2 se situent en aval de l'impact sonore potentiel du parc sur le lotissement. Il convient de noter qu'un bridage est rendu nécessaire en cas de vent dominant de secteur Nord Est en période nocturne aux points Voves 1 et Voves 2 sur la quasi totalité du spectre des vitesses de vents. Il convient également de noter que la moitié de la surface affectée à ce lotissement faisait l'objet d'un classement UH (destiné à accueillir des habitations) dans le PLU de Voves approuvé en 2009.

Impact lié aux vibrations

En fonctionnement, les aérogénérateurs peuvent engendrer de faibles vibrations qui sont transmises au sol par le mât puis les fondations et qui peuvent être renforcées par la nature du sous-sol. Néanmoins, la distance d'éloignement du parc par rapport aux habitations (676 m) permet de s'affranchir de vibrations perceptibles par les riverains.

Impact lié aux ondes électromagnétiques

Les ondes électromagnétiques sont principalement liées au générateur présent dans la nacelle, aux postes de livraison et aux câbles électriques souterrains.

Ainsi, conformément à l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, l'installation est implantée de telle sorte que les habitations ne soient pas exposées à un champ magnétique émanant des aérogénérateurs supérieur à 100 microteslas à 50-60 Hz.

Impact lié aux effets d'ombres portées

Aucun bâtiment à usage de bureau n'est à ce jour situé à moins de 250 mètres du parc : aucune étude spécifique n'est imposée par la réglementation.

Impact sur le paysage et sur le patrimoine

La réalisation de l'étude paysagère a été confiée à un bureau d'études spécialisé. Le présent projet résulte d'une analyse itérative multicritères ayant conduit à arbitrer entre 3 configurations de positionnement des aérogénérateurs. Le demandeur justifie dans son dossier, sur la base d'un bilan des impacts, les raisons pour lesquelles les scénarii d'implantation et de configuration ont été évincés.

Les éoliennes sont implantées à l'Est de Voves dans un paysage caractérisé par des champs agricoles. L'étude d'impact recense 82 monuments historiques dans l'aire d'étude, dont 8 situées à moins de 10 kilomètres de la zone d'implantation potentielle du projet. La Cathédrale de Chartres, située à 22 km, a été intégrée à l'étude. 7 de ces monuments ont été considérés comme présentant une sensibilité potentielle par le pétitionnaire et ont fait l'objet d'une analyse plus complète par des photomontages :

- le Château d'Houville-la-Branche (18 km) ;
- le Château de Sours (15,7 km) ;

- l'Église de Beauvilliers (1,8 km),
- Eglise de la Folie-Herbault à Fains-la-Folie (7,9 km) ;
- le Moulin à vent à Ymonville (7,3 km) ;
- le Moulin à vent à Moutiers (8,4 km) ;
- le site du Puiset (17km) ;
- le Château de Reverseaux à Rouvray-St-Florentin (6 km);
- l'Église St Jean à Villeau (5 km) ;
- la Motte castrale de Prasville (5 km) ;
- les vestiges des bains, cuisines et des sols du camp d'internement de Voves (2 km).

Par ailleurs, la Cathédrale de Chartres a fait l'objet d'une analyse spécifique.

L'analyse menée conclut à l'absence d'impact ou d'impact faible en matière de co-visibilité entre ces sites et le parc. Notamment, l'étude n'identifie pas d'effet de co-visibilité avec la Cathédrale de Chartres.

Concernant l'impact depuis les zones d'habitat, la saturation visuelle a été évaluée sur 13 communes ou hameaux situés autour du parc. Deux points de vue présentent un effet de saturation considéré comme fort : Voves dans sa partie Est (face au parc) et le hameau de Soignolles (situé à 676 m de l'éolienne la plus proche). Les effets de saturation sur la commune de Prasville et du hameau de Genonville sont également classés de moyen à fort dans l'étude. La méthode utilisée pour l'analyse de la saturation visuelle est globalement satisfaisante, mais aurait méritée d'être approfondie sur certains aspects.

Afin de compenser les effets de cette saturation visuelle, le pétitionnaire propose au titre des mesures compensatoires la pose de haies d'arbres adaptées, composées d'essence de feuillus, sur une longueur de 500 m répartie en partie Est de Voves et au niveau du hameau de Soignolles.

Le positionnement des haies d'arbres, prises au titre des mesures compensatoires ne prend pas en compte le projet d'implantation du futur lotissement du « Bois Paillet » dont la demande de permis d'aménager a été déposée le 28 juin 2016 à la mairie. Il conviendra que la réalisation d'une haie visant à masquer le parc soit révisée pour tenir compte de ce lotissement en fonction de l'aboutissement de ces deux projets.

Par ailleurs, dans l'analyse des effets cumulés, le pétitionnaire n'a pas examiné l'effet cumulé de son projet avec le projet de parc situé au même endroit (Parc éolien Les Égrouettes) bien que la position de ce parc lui ait été indiqué à tous les stades de l'instruction de sa demande.

Impact sur la faune et la flore

La réalisation de l'étude faune et flore a été externalisée à un bureau d'études spécialisé.

Selon le pétitionnaire, les principaux enjeux sont ceux liés à la proximité de la ZPS « Beauce et vallée de la Conie » et la ZSC « Vallée du Loir et affluents aux environs de Chateaudun ».

L'étude écologique, menée sur un cycle biologique complet, conclut à l'absence d'incidence du projet sur l'état de conservation des sites les plus proches. Concernant la flore, 131 espèces végétales ont été recensées mais aucune n'est menacée ou fait l'objet d'une protection au niveau du projet. L'impact du projet sur les espèces (notamment les chauves souris, le Busard des Roseaux, le Busard Saint Martin, les aires de reproduction de la Linotte mélodieuse et de l'Oedicnème criard), évalué suite à la mise en place de mesures d'évitement et/ou de réduction, est donc jugé non significatif.

Ces mesures d'évitement et/ou de réduction d'impact concernant notamment une période d'exclusion des travaux de la période de reproduction de l'avifaune (1^{er} avril au 31 juillet inclus). Par ailleurs, concernant l'éolienne SP04, le pétitionnaire prévoit un mode de fonctionnement asservi qui bride le fonctionnement de la machine, entre mi-avril et mi-octobre, pendant 3 heures après le coucher du soleil, par temps de vent nul ou faible (<5, 5 m/s) et température supérieure à 10°C et absence de pluie afin de protéger la Pipistrelle commune très présente dans cette partie du projet. Enfin, le pétitionnaire s'est engagé à réaliser un suivi d'activité et de moralité de l'avifaune et des chiroptères conformément à la réglementation nationale en vigueur.

3.2 Risques accidentels liés au projet

Au regard de l'étude de dangers, il apparaît que les principaux risques identifiés sont l'effondrement de l'aérogénérateur, la projection de fragments de pale voire de pale entière, la projection de glace, la chute d'éléments de la machine ou de glace et l'incendie. Les données de caractérisation en termes de probabilité, de gravité et de cinétique sont déduites de l'accidentologie et sont adaptées au contexte local.

Les dispositions d'éloignement des enjeux et de contrôle de l'installation, prises conformément aux arrêtés ministériels du 26 août 2011 et du 06 novembre 2014 permettent de prévenir ces risques ou d'en rendre les conséquences acceptables.

3.3 Conditions de remise en état

Le pétitionnaire doit respecter les dispositions des arrêtés ministériels du 26 août 2011 et du 6 novembre 2014 en matière de remise en état, de constitution et de révision du montant des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent qui prévoient que :

– Le site des installations soit placé dans un état tel qu'il ne puisse pas porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site identique à celui déjà en place avant exploitation des installations, soit un usage exclusivement agricole.

– Qu'à ce titre, les opérations de démantèlement et de remise en état des installations définies à l'article R. 553-6 du code de l'environnement prévoient :

1. Le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que des câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison.
2. L'excavation des fondations et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation :
 - sur une profondeur minimale de 30 centimètres lorsque les terrains ne sont pas utilisés pour un usage agricole au titre du document d'urbanisme opposable et que la présence de roche massive ne permet pas une excavation plus importante ;
 - sur une profondeur minimale de 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable ;
 - sur une profondeur minimale de 1 mètre dans les autres cas.
3. La remise en état qui consiste à décaisser des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.

– Les déchets de démolition et de démantèlement doivent être valorisés ou éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

Par ailleurs, en application des articles R. 553-1 à R. 553-4 du code de l'environnement, le pétitionnaire s'engage à constituer des garanties financières. Le montant initial de ces garanties financières est à calculer, en application de l'article 4 et de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ce montant s'élève à 152 150 €.

Conformément à l'article R.512-5 du code de l'environnement, le pétitionnaire précise dans sa demande d'autorisation d'exploiter les modalités des garanties financières, à savoir leur constitution avant la mise en service industrielle de l'installation comme le prévoit l'article R.553-1 du code de l'environnement, selon l'une des conditions autorisées par l'article R. 516-2 du code sus-visé à hauteur du montant fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces garanties financières visent à couvrir les opérations de remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant. Elles résultent d'un engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle.

3.4 Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

Le champ d'application de l'autorisation unique regroupe plusieurs autorisations autrefois délivrées au titre de législations différentes. Si l'autorisation unique permet de déroger aux règles de procédure de chacune des autorisations contenues dans son champ d'application, les dispositions des législations en vertu desquelles elle est délivrée restent applicables. Les prescriptions des arrêtés ministériels pris en application de ces législations sont donc applicables de droit à l'installation objet de la demande déposée par la société BEAUCE ENERGIE.

Ces arrêtés ministériels constituent un cadre homogène au niveau national sur des thématiques transversales indépendantes des problématiques locales de territoire.

Le ministère en charge de l'environnement demande par conséquent que l'arrêté préfectoral d'autorisation unique se concentre sur les enjeux environnementaux locaux ou sur les engagements pris par le demandeur dans son dossier de demande. À cet effet, il a élaboré un modèle d'arrêté pour harmoniser les pratiques, qui constitue un référentiel commun aux services instructeurs. Ce modèle d'arrêté est découpé en plusieurs titres correspondants aux corpus législatifs visés par le champ de l'autorisation unique.

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation unique annexé au présent rapport respecte ces instructions.

Les dispositions retenues se rapportent, d'une part, aux préconisations formulées par le commissaire enquêteur et les services de l'État consultés, en relation avec les enjeux environnementaux locaux et, d'autre part, aux engagements particuliers pris par le demandeur dans son dossier de demande d'autorisation unique et permettant de maîtriser les impacts sur ces enjeux.

En conséquence, sont reprises dans le présent projet d'arrêté préfectoral les prescriptions relatives aux engagements pris par le pétitionnaire en matière de maîtrise des risques et nuisances suivantes :

- Titre 1er – Article 3 – Les coordonnées Lambert des éoliennes garantissant :
 - le respect des distances d'éloignement vis-à-vis des enjeux, notamment des riverains, de la faune, de la flore et les contraintes radars et aéronautiques ;
 - la maîtrise de la prégnance du parc vis-à-vis du paysage ;
- Titre II – Article 2 – Le montant de la garantie financière à constituer au moment de la mise en service du parc ;
- Titre II – Article 3 – Les mesures liées aux phases de chantiers de construction / déconstruction et au fonctionnement de l'installation, destinées à protéger l'avifaune et les chiroptères notamment le bridage des aérogénérateurs et les études environnementales après réception du parc, les mesures de maîtrise de la prégnance du parc vis-à-vis du paysage ;
- Titre II – Article 4 – Les dispositions techniques permettant de garantir la préservation de la ressource en eaux, pendant les phases critiques des chantiers de construction / déconstruction et de maintenance de l'installation ;
- Titre II – Article 7 – La mise en place d'un plan de fonctionnement avec bridage des éoliennes et la réalisation d'une mesure des niveaux de bruit après réception du parc ;
- Titre II – Article 9 – L'usage futur des terrains à retenir au terme de l'exploitation du parc éolien ;

Par ailleurs, le projet d'arrêté reprend les recommandations suivantes exprimées dans le cadre de la consultation du public ou formulées par le commissaire enquêteur et les services de l'Etat :

- Titre II – Article 5 — Obligation d'informer le SDIS d'Eure-et-Loir de la mise en service industrielle du parc et de transmettre les documents attendus par les équipes d'intervention. Implantation des équipements de lutte incendie sollicités.

4 Avis des Services instructeurs

La société BEAUCE ENERGIE a déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter un parc éolien composé de 5 aérogénérateurs et deux postes de livraison électrique, qui détaille les précautions nécessaires à la protection de l'environnement et à la sécurité des biens et des personnes, liées aux risques chroniques ou accidentels prévisibles des installations.

4.1 Autorisation au titre du code de l'urbanisme (permis de construire) – contribution DDT

La délivrance de l'autorisation est de la compétence du Préfet pour les éoliennes dont la production d'électricité est destinée majoritairement à la vente (cas prévus aux articles L.422-1, L.422-2 et R.422-2 du code de l'urbanisme).

L'arrêté d'autorisation unique pris par le Préfet vaut permis de construire. A ce titre, il ne peut être délivré que si les travaux respectent les dispositions de l'article L.421-6 du code de l'urbanisme.

4.1.1 Le respect des règles d'urbanisme sur le territoire de la commune

Les projets éoliens sont soumis au droit commun de l'urbanisme.

L'actuel article L.111-4 du code de l'urbanisme précise qu'« en l'absence de plan local d'urbanisme ou de carte communale opposable aux tiers, ou de tout document d'urbanisme en tenant lieu, seuls sont autorisés, en dehors des parties actuellement urbanisées de la commune : (...) les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées, (...) ».

L'article L. 421-6 (modifié par LOI n°2016-925 du 7 juillet 2016 - art. 105) précise que « le permis de construire ou d'aménager ne peut être accordé que si les travaux projetés sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires relatives à l'utilisation des sols, à l'implantation, la destination, la nature, l'architecture, les dimensions, l'assainissement des constructions et à l'aménagement de leurs abords et s'ils ne sont pas incompatibles avec une déclaration d'utilité publique ».

4.1.2 Composition du dossier au titre du code de l'urbanisme

Le dossier comprend les éléments obligatoires concernant le projet architectural, défini par l'article L. 431-2 et comprenant les pièces mentionnées aux articles R. 431-8 à R. 431-12, qui concernent le parti pris retenu pour assurer l'insertion dans l'environnement et le paysage :

- l'emplacement (aménagement du terrain,...),
- l'implantation, l'organisation, la composition et le volume, (hauteur, couleur...),
- le traitement des constructions, clôtures, végétations,...
- le traitement des espaces libres, notamment les espaces à conserver,
- l'organisation et l'aménagement d'accès aux constructions et aux aires de stationnement.

Le projet architectural comprend également les plans :

- des façades et des toitures, avec l'état initial et l'état futur,
 - de coupe précisant l'implantation de la future construction par rapport au profil du terrain initial,
- des documents graphiques présentant :

- l'insertion du projet de construction par rapport aux constructions avoisinantes et au paysage,
- la situation du terrain dans son environnement proche et dans son environnement lointain.

4.1.3 Vérification des règles applicables sur la commune au titre du code de l'urbanisme

La commune de Les Villages Vovéens est dotée d'un plan local d'urbanisme (PLU applicable sur la commune historique de Voves). Le projet est situé en zone A où les constructions ne peuvent être autorisées que sous certaines conditions.

Les éoliennes considérées comme des équipements d'intérêt collectif sont autorisées en zone A du PLU.

4.1.4 La distance par rapport aux voies d'accès

Les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 20 m par rapport à l'axe des RD 10, 17, 22, 29, 137 et 336 et de 5 mètres dans les autres cas.

Le premier poste de livraison, situé près de l'éolienne SP05, est implanté à une distance de 20 mètres par rapport à l'alignement de la RD22.

L'article 31 du règlement départemental de voirie précise que les implantations d'éoliennes ne doivent poser aucun problème de sécurité aux infrastructures routières, de transport, d'énergie et aux installations à risque (installations classées). Une distance minimale d'éloignement doit être respectée. L'étude de danger incluse dans l'étude d'impact devra démontrer l'absence de risque. La règle d'implantation des éoliennes en bordure de routes départementales est la suivante :

- RD classée en catégories C1 et C2 : recul par rapport à l'alignement au moins égal à la hauteur totale de l'éolienne (pylône + pâle)
- RD classée en catégories C3 et C4 : recul par rapport au bord de la chaussée au minimum égal à la longueur d'une pâle.

Les accès pour la construction et la maintenance des éoliennes seront assurés depuis la RD 22, via des chemins ruraux. L'ensemble de ces chemins sont communaux et dédiés à l'activité agricole. Ces chemins nécessiteront un renforcement sur un linéaire de 2 264 m.

Pour permettre de rejoindre l'éolienne SP05, la RD22, d'une emprise cadastrale de 6 à 7 m et d'une bande roulante d'enrobé de 3 m, sera élargie (soit sur une rive, soit sur les deux).

Le projet se situe en dehors des zones Servitudes relatives aux transmissions radio-électriques intéressées.

4.1.5 Attribution d'un numéro d'enregistrement

L'article R. 423.3 du code de l'urbanisme prévoit que le maire doit attribuer un numéro d'enregistrement au dossier. Toutefois, dans le cadre de la compétence état, la DDT d'Eure-et-Loir effectue cette procédure. Après la délivrance de l'autorisation pour l'édition des imprimés de déclaration d'ouverture de chantier et d'achèvement de travaux et pour le traitement de la fiscalité, ce numéro a été attribué par la commune de Les Villages Vovéens le 22 décembre 2016, soit : AU 028 422 16 00023

4.1.6 Avis de la DDT d'Eure-et-Loir

Au vu des avis des services et collectivités territoriales consultées au titre du code de l'urbanisme en majorité favorables au projet, des règles d'urbanisme applicables sur la commune de Les Villages Vovéens, de l'autorisation du ministre de la défense et de celui en charge de l'aviation civile, j'émet un avis favorable sur ce projet.

Toutefois, ce parc se situe sur le même site (implantation identique ou très proche des éoliennes) que le permis de construire autorisé le 16 décembre 2016 à la société Centrale Eolienne Les Égrouettes (VOL-V) sur la commune de Les Villages Vovéens. Ce projet concerne la construction de 5 éoliennes.

4.2 Autorisation au titre du code de l'environnement

4.2.1 Autorisation ICPE

Le demandeur a apporté des éléments de réponse factuels et adaptés aux observations formulées par le public au cours de l'enquête publique.

Au regard des dispositions contenues dans le dossier du pétitionnaire et des précisions complémentaires apportées au cours de l'instruction, il s'avère que des mesures compensatoires sont prévues pour limiter les nuisances et les risques générés par l'installation en ce qui concerne :

- les mesures de protection prévues en phase de chantier pour éviter les risques accidentels et aménager les plates-formes nécessaires aux travaux,
- l'impact paysager sur les vues identifiées dans le dossier initialement déposé,
- la surveillance prévue pour la préservation de la biodiversité,

- les impacts du parc en matière de balisage ou de bruit sur son environnement,
- les modalités prévues en fin d'exploitation pour la remise en état du site.

Cependant, au regard des enjeux particuliers de la zone d'implantation retenue, il apparaît que certaines mesures doivent être prises compte tenu de la présence d'un parc éolien situé pour partie sur les mêmes emplacements et de l'émergence probable d'un lotissement immobilier dont le permis d'aménager est postérieur au dépôt de la demande du présent projet :

L'article L.512-1 du code de l'environnement indique que « [...] l'autorisation [d'exploiter une installation classée pour l'environnement] ne peut être accordée que si [l]es dangers ou inconvénients [pour les intérêts visés à l'article L. 511-1] peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral [...] ». Parmi les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement figurent notamment la sécurité publique.

Le présent projet se situe, pour ses éoliennes SP01 et SP02, sur une implantation parcellaire quasi identique avec celles de deux éoliennes du parc éolien « Les Égrouettes » autorisé par arrêté préfectoral du 21 décembre 2016. Les distances d'éloignement entre les éoliennes du parc autorisé « Les Égrouettes » et du projet « Un souffle dans la plaine » sont de l'ordre de 70 m. La présence du parc « Les Égrouettes » a été signalée au pétitionnaire dès le démarrage de la procédure d'instruction afin de l'informer sur l'incompatibilité d'une partie de son projet, compte tenu de l'autorisation dont bénéficie le parc « Les Égrouettes ». Il a répondu à l'avis de non recevabilité prononcé au moment du dépôt de sa demande qu'il considérait être légitime à l'émergence de son dossier à la différence de son concurrent industriel par le soutien de la commune et des autorisations d'occupation des sols dont il dispose. De ce fait, il n'a pas pris en compte la présence du parc éolien « Les Égrouettes » dans l'élaboration de sa demande, notamment pour étudier d'autres solutions d'implantation de ses 2 éoliennes durant l'instruction.

Compte tenu des distances d'éloignement de l'ordre de 70 m observées entre, d'une part les éoliennes SP01 du projet « Un souffle dans la plaine » et CELEG1 du parc autorisé « Les Égrouettes », et d'autre part les éoliennes SP02 du projet « Un souffle dans la plaine » et CELEG2 du parc autorisé « Les Égrouettes » induisant un risque pour la sécurité publique,

L'inspection des installations classées propose ainsi de refuser l'autorisation pour les éoliennes SP01 et SP02. En revanche, les autres éoliennes de la présente demande sont implantées à des distances variant de 200 à 400 m de celles du parc éolien « Les Égrouettes », et peuvent ainsi être autorisées, dès lors elles n'interfèrent pas directement avec celles du parc éolien « Les Égrouettes » sous réserve de respecter les exigences réglementaires.

L'inspection des installations classées relève par ailleurs que ce projet n'a pas intégré dans son étude d'impact la réalisation d'un projet immobilier dont le permis d'aménager a été délivré le 12 septembre 2016. Notamment, aucune mesure compensatoire visant à la protection visuelle (écrasement, effet de saturation) par l'implantation de haies végétales n'a été ajoutée dans le dossier. Or ce lotissement constituerait pour Voves la zone la plus proche du parc éolien. De plus, le rapport d'impact sur le bruit du parc n'a pas tenu compte du projet immobilier. Ainsi, les points de mesure identifiés Voves 1 et Voves 2 qui par ailleurs montrent des dépassements d'émergence en période nocturne selon la direction des vents, ne tiennent pas compte des effets du parc sur le lotissement.

Dans ces conditions, compte tenu du fait que le permis de lotissement du « Bois Paillet » est postérieur à la présente demande, l'inspection des installations classées propose de renforcer les mesures de surveillance des impacts sonores par un contrôle sur place des niveaux sonores qui pourront en fonction des résultats nécessiter des mesures de bridages ou compensatoires garantissant le respect des exigences réglementaires.

4.3 Autorisation au titre du code de l'énergie

Lors du dépôt de la demande d'autorisation unique, le pétitionnaire n'a pas demandé dans le document CERFA n°15293*01 l'intégration de l'autorisation de raccordement au sens du code de l'énergie. Il n'a pas par la suite apporté les compléments nécessaires à cette instruction. Ainsi, comme cela a été précisé précédemment dans le rapport, l'autorisation de raccordement électrique n'a pas été intégrée dans la procédure d'autorisation unique. Elle fera donc l'objet d'une instruction spécifique.

5. Conclusions et propositions de l'inspection

Au vu des éléments fournis par la société BEAUCE ENERGIE dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter et ses compléments, des avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'État et des réponses apportées par le pétitionnaire,

considérant :

- que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale unique au titre du titre 1^{er} de l'ordonnance n°2014-355 du 20 mars 2014 sus-visée;
- que l'autorisation unique ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

- que l'autorisation unique ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté, permettent de garantir la conformité des travaux projetés avec les exigences fixées à l'article L.421-6 du code de l'urbanisme lorsque l'autorisation tient lieu de permis de construire ;
- que la sécurité publique fait partie des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- que deux des éoliennes du projet « Un souffle dans la plaine », respectivement les éoliennes SP01 et SP02, sont situées à une distance de l'ordre de 70 m de deux éoliennes du parc éolien « Les Égrouettes », respectivement les éoliennes CELEG1 et CELEG2, autorisé par arrêté préfectoral du 21 décembre 2016 ;
- que la proximité entre les éoliennes précitées induit un danger pour la sécurité publique, du fait du risque de collision entre les éléments des éoliennes précitées ;
- qu'en conséquence, il convient de refuser l'autorisation sollicitée pour les éoliennes SP01 et SP02 du projet « Un souffle dans la plaine » ;
- que les prescriptions des arrêtés ministériels du 26 août 2011 et du 6 novembre 2014 susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local et des conclusions de la consultation du public et des services de l'Etat, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;
- que les mesures matérielles et organisationnelles sur lesquelles la société BEAUCE ÉNERGIE s'est engagée pour préserver les eaux de surface et souterraines d'une pollution générée par l'installation, en phase de chantier et d'exploitation du parc éolien, sont proportionnées aux enjeux ;
- que le parc éolien respecte les seuils de niveau de bruit réglementaires en vigueur, sous réserve de mettre en place un plan de fonctionnement destiné à brider l'installation sous certaines conditions de vents et à certaines périodes de la journée ;
- que, eu égard à la proximité des zones à usage d'habitation et du développement du projet de lotissement « Bois Paillet », l'installation doit faire l'objet d'une campagne de mesures de niveaux de bruit après la mise en exploitation du parc éolien afin de confirmer les résultats de l'étude de modélisation acoustique remise dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploiter ;
- que les mesures préventives et correctives sur lesquelles la société BEAUCE ÉNERGIE s'est engagée, en phase de travaux et après la mise en service industrielle du parc éolien sont de nature à protéger l'avifaune et les chiroptères ;
- que l'analyse effectuée fait apparaître un risque fort de saturation visuelle depuis la sortie Est du centre-bourg de Voves et le hameau de Soignolles ;
- que le pétitionnaire s'engage à mettre en place une haie afin de limiter la prégnance visuelle depuis ces lieux ;
- qu'il convienne que le futur lotissement « Bois Paillet », situé la sortie Est de Voves, bénéficie également d'un tel masque ;
- qu'une synchronisation du balisage lumineux des parcs du secteur d'implantation est à rechercher ;

L'inspection des installations classées considère :

- que les éoliennes SP01 et SP02 ne peuvent bénéficier de l'autorisation sollicitée, eu égard à leur proximité avec les éoliennes CELEG1 et CELEG2 du parc autorisé « Les Égrouettes » ;
- que les mesures envisagées concernant les éoliennes SP03, SP04 et SP05 sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques tout au long de la vie du parc éolien projeté par la société BEAUCE ENERGIE, ramené aux éoliennes SP03, SP04 et SP05, sur le territoire de la commune des Villages Vovéens.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir :

- de refuser l'autorisation sollicitée pour les éoliennes SP01 et SP02 ;
- d'autoriser l'exploitation des éoliennes SP03, SP04 et SP05 sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R 553-9 du Code de l'environnement, le présent rapport et les dispositions du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter peuvent être présentés à la commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, en formation "Sites et Paysages".